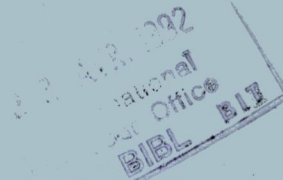




ACTUALITÉ

*Pour utilisation immédiate
sous n'importe quelle forme*

Date de publication:
Mercredi 22 avril 1992



L'Afrique face au défi démographique

Le plus pauvre de tous les continents, l'Afrique est aussi celui dont la population s'accroît le plus vite. Au rythme de 3% l'an, le nombre d'Africains augmentera de plus de 220 millions au cours de la présente décennie.

Insécurité alimentaire, forte pression sur les ressources naturelles, atteintes à l'environnement, urbanisation incontrôlée, besoins accrus en matière de santé, d'éducation et de logement, aggravation du fossé entre l'offre et la demande d'emploi: les conséquences de ce foisonnement humain s'ajoutent à celles de la stagnation économique pour augmenter les risques d'explosion sociale. Conscients de ces risques, de nombreux gouvernements se sont engagés dans la mise en oeuvre de politiques ambitieuses en matière de population. Outre la mise en place de services de planification familiale, un effort soutenu d'information et d'éducation est nécessaire. Le BIT apporte son appui à ces stratégies nationales avec le concours financier du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population).

Cet article fait l'objet d'une prédistribution spéciale aux médias. Il sera publié dans la prochaine édition d'"Informations-OIT".

Publié par le Bureau de l'information publique du Bureau international du Travail, 1211, Genève 22 (Suisse). Cet article ne constitue pas un document officiel.

Pour toute information complémentaire, prière de s'adresser au BIT, à Genève.
Tél: (022) 799.75.90, télex 415647 ilo ch, fax 41/22/7885894

ou contacter Mme Catherine Hein, Tél. (022) 799.76.46

L'AFRIQUE FACE AU DEFI DEMOGRAPHIQUE

Le plus pauvre de tous les continents, l'Afrique est aussi celui dont la population s'accroît le plus vite.

Au rythme de 3% l'an, le nombre de bouches à nourrir en Afrique augmentera de plus de 220 millions au cours de la présente décennie pour atteindre 872 millions à la fin du siècle. Même en supposant que le taux de croissance s'abaisse à 2% après l'an 2000, le total de la population africaine devrait avoisiner 1,6 milliard en 2025. Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, une région dans son ensemble n'avait connu une telle explosion démographique.

Plusieurs aspects de cette évolution méritent une attention particulière:

-L'extrême rapidité du développement urbain: on s'attend à ce que la population urbaine africaine augmente de plus de 700 millions entre 1990 et 2025, sous le double effet de l'accroissement naturel et des migrations des ruraux vers les villes. En l'an 2000, 40% des Africains vivront dans les villes contre 15% seulement en 1950. Le Caire et Lagos, avec plus de 10 millions chacune, figureront parmi les dix plus grandes mégaloilles du monde.

-La jeunesse de la population: en moyenne, 45% de la population totale de l'Afrique a moins de 15 ans et le rapport de dépendance en fonction de l'âge (nombre de personnes de moins de 15 ans et de plus de 65 ans rapporté à l'ensemble de la population en âge de travailler) est bien supérieur à la moyenne mondiale.

-La forte croissance de la population active: d'après les projections du BIT, le nombre de personnes en âge de travailler augmentera de 7,5 millions chaque année pendant la présente décennie; il passera de 243 millions en 1990 à 650 millions en 2025. Les investissements - en formation notamment - nécessaires pour s'assurer une main-d'oeuvre de qualité sont donc énormes, sans compter les investissements pour la création d'emplois productifs.

-Les contraintes pesant sur l'égalité de chances des femmes en matière de santé, de formation et d'emploi: les naissances précoces entravent les possibilités pour les adolescentes de finir leurs études et sont nuisibles à leur santé. Une femme africaine a une chance sur 25 de mourir de causes liées à la grossesse.

-Un impact particulièrement dramatique dans certains pays: si les tendances démographiques actuelles n'étaient pas corrigées, le Nigéria, par exemple, atteindrait 500 millions d'habitants à la fin du 21^e siècle, soit dix personnes pour un hectare de terre arable contre seulement trois actuellement dans un pays comme la France qui possède de meilleurs sols.

Insécurité alimentaire, forte pression sur les terres cultivables et les ressources naturelles, atteintes irréversibles à l'environnement, urbanisation incontrôlée, besoins accrus en matière de santé, d'éducation et de logement, aggravation du fossé entre l'offre et la demande d'emploi: les conséquences du foisonnement humain s'ajoutent à celles de la stagnation économique pour augmenter les risques d'explosion sociale.

Dans la plupart des pays de la région, les pouvoirs publics en sont maintenant conscients: pour conserver quelques chances dans la course au développement, il leur faut tenter d'arrêter -ou au moins de freiner- le déferlement de la vague démographique. Le nombre de gouvernements africains qui jugent trop élevé le taux d'accroissement de leur population est passé de 16 en 1978 à 30 en 1988.

Quelles mesures prendre? La cause majeure de l'explosion démographique actuelle tient à la persistance d'un écart important entre le taux annuel de natalité et le taux de mortalité, qui avait fortement baissé dans les années soixante et soixante-dix. Une réduction significative de l'écart passe donc par une baisse sensible de la fécondité, d'autant plus que le nombre des femmes africaines en âge de procréer augmentera encore pendant plusieurs décennies.

Toute variation de la taille et du moment de la réduction de la fécondité, pour aussi faible qu'elle soit, se traduira par une différence de plusieurs millions dans les naissances futures. Ainsi, en supposant que vers la fin des années quatre-vingt-dix, les niveaux de fécondité tombent à une moyenne de quatre enfants au lieu de six, le chiffre actuel, la population estimée de l'Afrique en 2025 compterait 380 millions de personnes de moins que celle estimée aux taux actuels.

Plusieurs pays comme le Nigéria, en 1988, et la Zambie, en 1989, ont annoncé la mise en oeuvre de politiques ambitieuses en matière de population. Outre la mise en place de services de planification familiale, un effort soutenu d'information et d'éducation est nécessaire.

Toutefois, dans la plupart des contextes nationaux, la structure institutionnelle apte à mener des activités éducatives en matière de santé et de bien-être familiaux est faible. D'où l'idée d'en faire bénéficier le

secteur organisé du travail, y compris les syndicats et les associations féminines. Un important programme du BIT (plus de 25 projets nationaux en Afrique), mis en oeuvre avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), illustre l'intérêt d'une telle démarche à travers la diversité des situations nationales.

o Au Mozambique, deux projets sont en cours, visant, dans le contexte des conséquences dramatiques de la guerre civile, à sensibiliser hommes et femmes à leurs responsabilités en matière de santé, de bien-être et de gestion des ressources familiales. Une bonne partie de la population vit actuellement de l'aide alimentaire et dans la capitale Maputo, dont le nombre d'habitants a doublé en dix ans (passant de un à deux millions), les bidonvilles se sont multipliés avec leur cortège de problèmes sociaux: insalubrité, chômage, prostitution etc. Le premier projet, lancé en 1988 en collaboration avec l'Association des femmes du Mozambique, a permis de former, d'une part l'ensemble des responsables nationales et provinciales, d'autre part quelque 500 animatrices de quartiers capables, à leur tour, de sensibiliser les jeunes filles et mères de famille. Le deuxième projet, plus récent, s'adresse aux travailleurs organisés de dix entreprises: cinq employant une majorité d'hommes, cinq une majorité de femmes. Les thèmes de la formation, -nutrition, influence de la démographie sur l'emploi, santé maternelle et infantile,, espacement des naissances- ont été choisis après consultation des travailleurs.

o Au Niger, où chaque famille compte en moyenne sept enfants et où la population doublerait tous les vingt ans au rythme actuel, le gouvernement a fait de la politique démographique une composante majeure des plans de développement économique. Le BIT/FNUAP travaille depuis 1988 à la sensibilisation des populations rurales dans le cadre des activités de l'Union nationale des coopératives en s'appuyant sur les responsables villageois: jeunes, femmes, élus locaux. Près d'un demi-millier de ces "leaders", formés par le projet, s'efforcent de sensibiliser les villageois à la parenté responsable, à la préservation du milieu et à une plus large utilisation des services de santé maternelle et infantile. Une cassette audio, enregistrée dans les trois principales langues du pays, a permis d'élargir le champ de cette action à laquelle ont également participé les responsables religieux. L'un des premiers résultats visibles de la campagne est l'augmentation sensible de la demande de matériels contraceptifs, disséminés par le programme national de santé familial avec le concours du FNUAP.

o Au Kenya, l'Organisation centrale des syndicats et la Fédération nationale des employeurs ont été activement associées, de même que les

directions et les responsables syndicaux de cent entreprises sélectionnées, à la mise en oeuvre d'un projet national d'éducation en matière de population. Le BIT a fourni les services d'un expert international; des matériels pédagogiques spécifiques ont été produits; le personnel national du projet a bénéficié de voyages d'études et de bourses à l'étranger. Au total, plus de 250 000 travailleurs et leurs familles ont été sensibilisés aux problèmes relatifs à la gestion des ressources familiales et à la dimension souhaitable des familles dans le cadre d'une conception élargie du bien-être des salariés. Au vu des bons résultats de cette action, le ministère du Travail, qui en est l'initiateur, a décidé de créer en son sein une Division d'éducation ouvrière qui conduira les programmes et coordonnera les services aux travailleurs en association avec le ministère de la Santé.